

Jean Jolly, *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011, 330 pp.

Par Martine Cuttier

Jean Jolly, journaliste, membre de l'Académie des sciences d'outremer, spécialiste du continent africain (auquel il a consacré plusieurs ouvrages), établit un état de la présence chinoise en Afrique. Venant après *La Chinafrique*, publié en 2008 par deux autres journalistes, eux aussi spécialistes de la région,¹ cet ouvrage a le mérite de ne pas se cantonner aux seuls rapports entre le continent et la puissance émergente, mais de situer leurs relations dans le contexte international et par rapport à l'histoire chinoise. L'Afrique n'est qu'un des éléments de la politique de puissance entamée par la Chine. Un regard européocentré sur notre histoire tend à nous faire oublier qu'elle fut par le passé une très grande puissance: seuls font exception à cet égard les deux derniers siècles, ou un peu plus. Ce fut toutefois une puissance régionale, et non planétaire, car sans projet d'organisation du monde à son image et selon ses valeurs.

Les relations de la Chine avec l'Afrique sont anciennes. Elles se limitent longtemps – jusqu'au début du 15^e siècle – aux échanges commerciaux par le biais d'intermédiaires. Une soudaine et éphémère extraversion, sous les règnes de deux empereurs de la dynastie Ming, Yongle (1402-1424) et Xuande (1425-1435), voit la Chine se lancer à la conquête de l'océan Indien. À la tête d'une flotte gigantesque, l'amiral Zheng He (1371-1433), eunuque, ami et confident de Yongle, y mène sept expéditions, affirme la présence chinoise dans la mer Rouge et le golfe Persique, et touche aux rives somaliennes. Mais la mort du grand amiral, puis celle de Xuande, sonnent le glas de cette grande politique. Le parti confucéen prend sa revanche: il écarte les eunuques du pouvoir, fait détruire la flotte et tous les documents y afférents. La Chine s'isole du monde extérieur, ou du moins redevient l'empire du Milieu.

L'auteur ne rappelle pas qu'aux 19^e et 20^e siècles, elle subit l'"humiliation"² de la domination européenne, puis japonaise. Or, cette réalité doit être prise en compte pour comprendre une politique non dénuée d'idées de revanche. L'arrivée des communistes au pouvoir, en 1949, met fin au repli et à la dépendance. La Chine de Mao, qui se présente très tôt comme une alternative au modèle soviétique, retrouve le chemin de l'Afrique par le truchement des Non-alignés et du Tiers-monde.³ À ce titre, elle lance une coopération avec quelques pays d'Afrique subsaharienne. Là où elle jouit d'une influence, elle inaugure une politique de grands travaux comme, par exemple, la ligne de chemin de fer *Tazara* (Tanzania-Zambia Railway Authority), conçue pour le transport du cuivre zambien vers la Tanzanie, puis son exportation. Cet esquisse de grande politique extérieure est toutefois

¹ Serge Michel & Michel Beuret, *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset, 2008.

² Lorsque le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la République Populaire de Chine depuis le balcon de la porte de la Cité interdite, il proclame: "Aujourd'hui, cesse l'humiliation".

³ Chou En-lai est présent à la Conférence de Bandoeng, en 1955, ce que J. Jolly ne mentionne pas.

longtemps contrariée par les soubresauts de la politique intérieure de Mao (“Cent fleurs”, “Grand bond en avant”, “Révolution culturelle”), la rupture avec l’URSS (1962) – et l’inefficacité des coopérants chinois.

Le véritable tournant de la politique étrangère chinoise se situe en 1978, lorsque Deng Xiao-ping initie une politique d’intégration de l’économie nationale au marché mondial en l’ouvrant à l’investissement étranger. Le but est de moderniser le pays, et de mettre fin au sous-développement à quoi la condamnait le maoïsme. Cette politique fait sentir ses effets de façon spectaculaire aux yeux du monde après quelque deux décennies, et affecte bientôt les relations avec l’Afrique. La Chine a besoin de matières premières, et s’adresse aux Africains, lesquels sont heureux d’échapper par ce biais au tête-à-tête avec la France et la Grande-Bretagne à un moment où les anciennes tutelles coloniales font pression sur eux pour qu’ils démocratisent leurs régimes politiques. Suivant l’exemple de la France postcoloniale, la Chine institutionnalise ces relations: elle met en place successivement le Forum de coopération sino-africain (FCSA, 2000), le Plan d’action d’Addis-Abeba (2004-2006), les sommets Chine-Afrique (2006), le dialogue stratégique avec l’Union Africaine (2008), puis le Fonds de développement Chine-Afrique(2010), le plus grand fonds chinois de capital-investissement. Les conférences périodiques d’ambassadeurs chinois en Afrique, visites officielles des hauts dirigeants venus de Pékin, missions, commissions et autres consultations se multiplient. La Chine pratique la coopération bilatérale liant investissements économiques et accès aux matières premières. Son entrée à l’OMC, en 2001, a rendu sensible aux Occidentaux les effets de la concurrence chinoise, et la crise financière déclenchée en 2008 vient conforter sa position politique à leurs dépens. L’Europe, en particulier, éprouve des difficultés à pérenniser son influence sur le continent (ce d’autant que les opinions publiques y semblent fatiguées de l’Afrique).

Ce vaste tableau historique achevé, l’auteur entre dans le vif du sujet en montrant les forces et les atouts de la Chine tant dans le monde qu’en Afrique. Il insiste sur le fait que l’ouverture décidée par Deng n’était pas une répétition de la nouvelle politique économique (NEP) temporaire de Lénine en 1921, mais une action déterminée de long terme, visant à hisser la Chine au sommet des puissances mondiales du 21^e siècle. L’Afrique n’est qu’un maillon de la stratégie de puissance. Le but est de renouer avec l’Histoire, interrompue au 15^e siècle, et de la parfaire.

Cette stratégie mondiale implique la modernisation de la capacité militaire, et l’instrumentalisation politique de l’aide en ce domaine: les Chinois fournissent depuis longtemps des armes à l’Afrique et y implantent désormais des bases militaires ou des usines d’armement léger. Ils n’hésitent pas, par ailleurs, à prendre part à des exercices conjoints avec les armées occidentales, sans doute avec l’espoir de tirer des bénéfices de leur exemple. Si actuellement, la grande affaire chinoise en la matière reste le contrôle de la zone maritime proche de Taïwan, l’objectif lointain est de devenir la première puissance militaire du monde.

Outre l'accès, dans l'immédiat, aux matières premières et aux marchés d'exportation, la Chine cherche à plus longue échéance des partenariats et alliances afin de ne pas être isolée aux Nations-Unies. La détention du droit de veto au Conseil de sécurité ne suffit pas pour conduire une politique de puissance, il lui faut des alliés à l'Assemblée générale, être influente au sein des organisations et agences onusiennes en y détenant des directions.

Son succès découle de la cohérence, du réalisme et du cynisme dont elle fait preuve dans ses relations avec l'Afrique. Il y a d'abord, au nom de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, et d'un rejet du néocolonialisme, son refus de toute contrainte ou pression liée à l'exigence de 'bonne gouvernance', à la manière occidentale. La clause politique de tout accord est toujours la même: rompre les relations avec Taïwan, et les entreprises chinoises sont sans états d'âme dans l'application sur ce point des contrats "ressources contre infrastructures". Il y a ensuite, pour contrebalancer cette rudesse, l'action psychologique: la célébration (excessive) d'un passé historique commun (contacts anciens, même expérience de la domination coloniale européenne), doublée d'une offensive de charme avec l'implantation un peu partout d'Instituts Confucius ou l'octroi généreux de visas et de bourses d'études. L'envers du décor réside dans un accroissement de la corruption, spécificité très ancienne en Chine, particulièrement lors de la signature des contrats léonins impliquant les plus hauts responsables des États africains, si prompts à accepter des pots-de-vin.

L'essor chinois, en effet, affecte aussi de manière négative l'Afrique, confortée dans ses mauvaises habitudes de gouvernance, et confrontée à l'endettement, à la persistance du chômage et même au racket des entreprises par des groupes mafieux chinois. Par la prospection anarchique, la violation des droits sociaux et humains, le manque de sécurité et la multiplication des accidents du travail, les atteintes à l'environnement, la Chine met en coupe réglée certaines régions du continent (c'est le cas du Katanga, en RDC).

Après une période d'euphorie, les dirigeants africains commencent à réagir et à ne plus regarder la Chine comme un modèle. Ils prennent conscience des effets sur les populations des excès et du mépris de leurs partenaires chinois. Ils commencent à dénoncer leur comportement néocolonial, leur refus de tout transfert de technologie, et les sentiments racistes qui se manifestent envers les Africains installés en Chine.

L'offensive chinoise menace également les Occidentaux, qui l'avaient d'abord minimisée. Les conséquences pour eux sont économiques (accès aux approvisionnements), commerciales (perte de marchés), stratégiques (recul de leur influence dans une région devenue sensible au regard du terrorisme international), enfin culturelles et humaines car la poussée migratoire augmente. Il faudrait souligner les conséquences sociales (baisse des salaires et la hausse du chômage), en Occident même, de l'essor chinois et celui des autres pays émergents. De ce point de vue, la Chine mise sur les maillons faibles européens et profite de la crise de 2008 quand la gouvernance économique passe du G8 au G20, preuve s'il en est du déclin occidental. Or, les vieux pays industrialisés restent à l'origine de la quasi-totalité de l'aide et des financements internationaux en Afrique. Forts de l'antériorité

de leur présence, ils sont à la recherche de nouvelles politiques pour une région du monde dont ils s'étaient un instant désintéressés, mais dont ils découvrent qu'elle demeure pour eux un enjeu non négligeable.

L'Afrique n'est pour la Chine qu'une étape du processus sous-tendu par sa volonté de devenir une puissance globale, au même titre que les Européens dans un passé encore proche et les États-Unis de nos jours. Une telle volonté doit faire réfléchir les Occidentaux qui ont encore des atouts en Afrique et des moyens de pression sur la Chine, à condition de faire preuve de courage et de cohésion, donc d'unité.

La force de ce livre est d'être très bien documenté, et à ce titre il mérite de figurer au nombre des ouvrages de référence sur le sujet. On peut toutefois y relever ce qu'on peut considérer comme des faiblesses, au nombre de trois, d'inégale importance. L'auteur semble tout d'abord oublier que la France et l'UE, par leurs interventions financières et militaires directes et indirectes avec le soutien de la communauté internationale (vote des résolutions du Conseil de sécurité), assurent une stabilité sur le continent favorable aux Chinois, qui sont loin de pouvoir y contribuer. Le second reproche à lui adresser concerne le chapitre sur les relations entre la Chine et la Russie, où l'auteur semble ignorer l'existence du partenariat stratégique noué en 1996, baptisé Organisation de Coopération de Shanghai en 2001, renforcé par son extension géographique, la redéfinition de ses objectifs, et des exercices militaires en commun. Le dernier est plus fondamental. Il réside dans l'absence de circonspection et de prise en compte des temporalités dans l'appréciation des conséquences stratégiques de ce qu'il apprécie comme la volonté de puissance chinoise. On peut en effet se demander ce qui l'emporte aujourd'hui, et l'emportera demain et après-demain, du pacifisme bourgeois propice à la poursuite du développement économique spectaculaire qu'elle connaît depuis les "Quatre modernisations" décrétées par Deng-Xiao-ping en 1978 ou de l'ambition de peser sur les affaires du monde, notamment aux dépens de l'Occident, par le pouvoir de contrainte que confère une puissance formidablement accrue. La réponse n'est pas nécessairement la même: l'équivoque règne de nos jours sur ce point, car la Chine dépend autant de l'Occident que ce dernier dépend de son comportement sur la scène internationale. Il en sera ainsi tant que l'exportation sera le moteur de sa croissance et que ses énormes réserves de change seront pour l'essentiel libellées en dollars. Les craintes de Jean Jolly paraissent donc sujettes à caution, par suspicion systématique et manque de nuances sur ce point, pour ce qui est du court et du moyen terme. Il pourrait en revanche avoir raison à l'horizon 2040 ou 2050, lorsque la Chine aura dépassé l'Amérique par la puissance économique, militaire et (peut-être) culturelle, et qu'elle trouvera en elle-même le ressort de cette puissance.

Martine Cuttier

Groupe de recherche en histoire immédiate, Université de Toulouse-II Le Mirail
Groupe de recherche sur la sécurité et la gouvernance, Université de Toulouse-I Capitole